1^{ère} table ronde : Focus sur les droits des aidants au MEFSIN

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Alors, on va commencer la table ronde maintenant !

Patricia Benali, responsable de la mission handicap ministérielle service des ressources humaines, sous-direction DRH, au bureau SRH1-2.

Jean-Philippe Cicurel, vous êtes chargé de mission à la délégation à la diversité professionnelle au ministère, et vous m'avez bien aidé en me signalant ce guide dont nous allons reparler, il est super bien fait.

Nadia Couturier, référente handicap nationale à l'INSEE, secrétariat général de l'INSEE.

Thibaud Lorne et Françoise Duhot vous représentez la DRH de la DGFIP et son bureau conditions de vie au travail et diversité, avec pour vous Thibaud, le pôle Conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, et pour vous Françoise, le pôle des agents en difficulté avec les aspects télétravail, production de stats RH et la diversité et l'égalité professionnelle.

Catherine Lucotte, je l'ai vue tout à l'heure... Référente nationale handicap, référente Covid action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention.

Valérie Morin, chargée d'études juridiques au bureau action sociale de la DGAFP... Elle est où ? Prenez votre temps.

Anne Florentin, présidente à la section régionale interministérielle d'action sociale d'Ile-de-France...

Et Catherine Merour du SRIAS Ile-de-France... Non, mes notes ne sont pas bonnes.

Présidente du SRIAS Bretagne, accompagnée de Véronique.

Est-ce que tout le monde est là ?

On est une petite dizaine d'intervenants, on a pas mal de temps pour échanger ensemble, mais je demanderai à chacun d'être synthétique dans ses interventions pour que chacun ait le temps de s'exprimer.

On va s'appuyer en grande partie sur le guide ministériel du proche aidant qui est disponible en ligne, et on va commencer avec une approche juridique, avec la définition de l'aidant et de l'aidé, qui est l'aidant, qui est l'aidé. Après, on va regarder quels sont les besoins et les droits des aidants, on va parler de temps, on a besoin de temps quand on est aidant, on a

besoin de revenus, on parlait du reste à charge de l'aidant tout à l'heure, qui est important. Être aidant, ça coûte parce qu'on gagne moins et parce qu'on dépense plus. On va parler du soutien, et on va parler ensuite des dispositifs d'accompagnement, des différents interlocuteurs sur lesquels les aidants peuvent se reposer, et à la fin, on va se poser la question de savoir s'il faut aller plus loin, en tout cas dans quelle direction. Donc approche juridique, besoins et droits des aidants, dispositifs d'accompagnement, et quels interlocuteurs. Voilà notre plan.

Pour l'approche juridique, je vous ai parlé de ce guide sur le droit des aidants, donc je vais demander à M. Cicurel d'entamer...

Il est où le micro ?

On avait un micro.

Il est où ?

Voilà.

Approche juridique, qui est l'aidant, qui est l'aidé ? On montre le guide, on va le montrer, voilà, c'est notre Bible, il est téléchargeable en ligne, je vous laisse la parole.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Merci. Ce guide a été élaboré en 2021, il est récent, donc il a l'avantage d'être, si ce n'est exhaustif, d'être relativement à jour, évidemment, il faudra veiller à ce qu'il le reste à l'avenir. Il est évidemment gratuit, bien sûr. Il a été fait pour les agents du ministère, donc il a une vocation ministérielle, ce qui signifie aussi que le but est de faire un peu un panorama, parce que le constat, c'était, comme on l'a dit tout à l'heure, c'est un peu un labyrinthe, l'univers de l'aidance, en termes de droits, c'est compliqué d'avoir la bonne information, au bon moment. Et donc l'idée, c'était dans ce guide d'essayer de dresser un panorama, de thématiser, d'avoir vraiment des grandes rubriques au sein desquelles on puisse retrouver les principales informations, et puis pour ensuite qu'on puisse être orientés vers plus de détails via les références juridiques qui figurent, donc par rapport aux textes, et puis des références par rapport au site Internet. Donc porte d'entrée avec ce guide, et ensuite, comme il ne peut pas contenir toutes les informations, d'être bien orienté vers les sites Internet qui sont, eux, censés être toujours à jour, plus qu'un guide papier évidemment, même si ce guide est en version numérique et donc téléchargeable et facilement accessible aux agents, il reste un document conçu pour le papier à un instant T, donc voilà, d'où l'intérêt aussi

d'ensuite aller voir les sites Internet qui sont répertoriés dans ce guide. Ils n'y sont pas tous, il y en a qui se créent, pas tous les jours mais presque. On veillera à ce qu'il soit mis à jour, l'important, c'est surtout d'orienter, d'avoir ce point d'entrée pour tous les agents. Je dis bien tous les agents parce que finalement, il y a les agents qui sont déjà en situation d'être aidants, et il y a ceux qui s'ignorent et qui le seront un jour. Donc ce guide a vocation à concerner presque tous les agents à un moment ou à un autre.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Alors, je rappelle que la première partie, c'était la partie juridique, est-ce qu'on peut revenir sur cette définition aidant/aidé.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- L'aidant, on a donné tout à l'heure une définition officielle, fixée par la loi de 2015, sur le vieillissement de la population. Donc c'est une notion très large, aidant, on peut être aidant d'une personne avec laquelle on n'a pas de lien familial, c'est pour ça qu'on parle de proche aidant plutôt que d'aidant familial, car le cercle peut être beaucoup plus large que la famille, même si la famille reste le cas le plus courant, on aide surtout un parent, un enfant ou une autre personne de sa famille. Après, l'aidé, c'est curieusement un peu plus compliqué, parce que ça dépend dans quelle situation il se trouve. Ça peut être une personne en situation de handicap, ça peut être une personne en perte d'autonomie, souffrant d'une pathologie... Donc il n'y a pas vraiment une définition de l'aidé, simplement, ce qu'il faut voir, c'est le lien entre les deux, parce que finalement, c'est ça le cœur du sujet, c'est qu'on aide une personne, il faut qu'il y ait un lien entre ces deux personnes, donc ce lien, il est très souvent bien sûr affectif, mais ça, ce n'est pas du domaine juridique au sens strict, donc ce lien, il faut qu'il soit formalisé, c'est-à-dire que l'aidé peut reconnaître son aidant comme étant une personne de confiance, donc ça, ça prend une forme d'un minimum de formalisme, et l'aidé peut aussi se signaler comme aidé auprès des autorités, auprès du conseil départemental par exemple, lorsqu'il fait une demande d'aide pour la personne aidée, il peut se déclarer à ce titre comme aidant, se faire connaître.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Donc juridiquement, à un moment, on se déclare aidant et on se déclare aidé, c'est ça ?

Auprès de qui on se déclare ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- En général, c'est le conseil départemental, puisque c'est celui qui gère souvent les aides sociales, donc c'est à cette occasion, quand on sollicite une aide, qu'on peut justement se déclarer au nom d'une personne aidée qui va, elle, bénéficier de l'aide, mais c'est l'aidant qui fait la démarche, et à ce titre, se fait connaître comme étant l'aidant.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Est-ce que quelqu'un à la table veut compléter cette partie juridique sur le statut d'aidant, d'aidé ? Non ?

Alors, maintenant qu'on a fixé le cadre, on va parler du besoin et du droit des aidants.

Donc besoin de temps, de revenus, de soutien, sur ce guide, il y a plusieurs parties, dont une qui est « mobiliser du temps pour les aidants ». C'est important ce temps. Alors, je vais faire circuler la parole sur les trois chapitres : temps, revenus, soutien, besoin et droits des aidants. Qui veut attaquer sur le problème du temps et comment on dégage du temps, de quelle manière on dégage du temps, et ce que vous offrez chacun dans vos différentes organisations? Il faut m'aider là, quand même. Il faut que quelqu'un parle. Vous êtes dix autour de la table, il faut que quelqu'un prenne le micro.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) Bretagne, Catherine Merour

- ça représente des agents actifs comme retraités. Ma réponse va être un petit peu particulière, lorsqu'on est aidant, on ne se pose pas la question du temps, on le trouve. Et c'est là où je vais rebondir sur quelqu'un qui est absente car malheureusement, elle est malade, Patricia, référente handicap de la SRIAS Bretagne, elle cherche à faire évoluer les choses, et souvent, elle me dit : tu es aidante, tu travailles, tu es à fond dans ton travail, il te faut du temps, la personne aidée a besoin d'aller à un rendez-vous médical, et le médecin qui s'occupe de cette personne te dit : toi, l'aidant, il faut que tu sois là, parce que tu es un élément de confiance pour la personne aidée, et je vais pouvoir vous dire le constat de la situation et vous allez ensuite pouvoir la rassurer. Que fait l'agent ? L'agent va prendre ses congés, il va prendre ses heures supplémentaires, il va se débrouiller. Et là, je parle au nom de Patricia, parce que ça revendique, elle est simple : nous avons des enfants, nous avons des droits pour enfants malades. Pourquoi ne pas mettre en place des jours pour les aidants pour qu'ils puissent

accompagner l'aidé sur les lieux de rendez-vous? Parce que malheureusement, les lieux de rendez-vous ne sont pas à notre convenance, ils sont forcément sur notre temps de travail. Voilà ce que j'avais à dire en son nom.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- La gestion des absences, ça va avec la gestion du temps, il y a beaucoup de choses à dire sur la gestion des absences. On peut avoir un congé pour enfant gravement malade, accidenté ou handicapé, il y a des congés de solidarité familiale, des autorisations d'absence, des temps partiels, des dons des jours de repos, des mises en disponibilité, des horaires aménageables, et en plus il y a des dispositions particulières pour le handicap, est-ce qu'on peut revenir sur les différentes formules ? On va peut-être revenir au guide encore, Monsieur Cicurel, je vais vous mettre à contribution...

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Bonjour à tous, Thibault Lorne pour la DGFIP, je suis ici avec Françoise Duhot qui est en charge notamment du sujet des aidants. Côté DGFIP, on décline les politiques ministérielles, gouvernementales et autres, on a les dispositifs que vous avez rappelés, les congés, etc., et pour autant, c'est notre travail complémentaire en tant que direction, c'est sensibiliser les agents, les encadrants, y compris à prendre en compte pour leurs agents aidants et proches aidants à être finalement souples dans les dispositifs, on parlait du télétravail, en tout cas faire preuve de souplesse et de bon sens dans l'encadrement et dans l'accompagnement de nos agents qui sont dans cette situation-là de proche aidant pour leur permettre finalement de concilier la vie de proche aidant et en même temps la vie professionnelle en restant intégré dans le collectif de travail, parce que c'est ça aussi, en tant qu'employeur, de s'assurer qu'ils restent intégrés dans le collectif de travail, que le télétravail 5 jours sur 5, c'est compliqué à mettre en œuvre parce qu'on perd les agents du collectif de travail, et ce collectif est primordial pour eux aussi, c'est toutes ces dispositions à la fois d'être dans le cadre réglementaire parce qu'il est de toute façon contraint, qu'il faut faire évoluer s'il faut, en tant que direction, ce n'est pas mon débat ici, mais c'est aussi, au-delà de ce cadre réglementaire, de faire évoluer nos pratiques et nos modes d'accompagnement et

d'encadrement puisque, derrière, on a des questions de management et de suivi de ces agents. Voilà pour l'aspect directionnelle pour la DGFIP.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Drousseau

- De toute façon, il faut savoir faire preuve de souplesse, c'est-à-dire qu'il faut être à la limite du cadre réglementaire ?

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- C'est compliqué pour la DGFIP de dire ça... Non, c'est surtout, par exemple sur le télétravail, l'encadrant qui dirait : moi, c'est tout le monde à un jour parce qu'on fonctionne comme ça, ce n'est plus adapté. Mais c'est aussi sur d'autres sujets de la vie de tous les jours, c'est s'adapter au fonctionnement du service et en même temps aux besoins et nécessités de chaque agent qui travaille dans ce collectif, c'est d'arriver à concilier les deux. Et ça fait partie de nos missions car il y a de l'accueil, etc., plein de contraintes dans nos services, pour autant, l'encadrant doit aussi prendre en compte les besoins de chaque agent.

Françoise ?

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Drousseau

- Madame Benali, j'ai vu que vous vouliez compléter tout à l'heure, allez y on vous repassera le micro après.

Propos de la cheffe de la Mission Handicap au MEFSIN, Patricia Benali

- Sur cette notion de temps, les agents qui sollicitent un congé quel qu'il soit ne vont pas s'adresser à la mission handicap, mais plutôt vers les ressources humaines.

Notre rôle, sur ces questions d'autorisations d'absence, de dérogations horaires, etc., c'est un rôle de vigie, de veille juridique, c'est-à-dire que les agents peuvent s'adresser à nous soit par le biais de nos collègues de l'APAHF, pour signaler que telle disposition n'est visiblement pas bien comprise par leur direction, et notre rôle à ce moment-là est de rappeler aux directions les dispositions réglementaires ou internes au ministère. Ça, c'est une première chose. La deuxième chose, c'est sur la politique générale du handicap, sur laquelle nous pouvons intervenir. Le futur plan handicap est en préparation actuellement, il concernera la période 2024-2026, et il y aura dans ce plan, je ne peux pas le détailler car il est encore

en cours d'élaboration, mais il y aura des dispositions spécifiques pour les proches aidants, et notamment des propositions de journées supplémentaires, de formations, éventuellement d'autorisations d'absence, peut-être un peu plus fractionnables qu'actuellement, car aujourd'hui, il n'est pas fractionnable sur une demi-journée ou sur une heure. Et il peut être important lorsqu'on aide une personne en situation de handicap ou malade de s'absenter une heure pour l'accompagner à un rendez-vous ou dans une structure adaptée. On n'a pas toujours nécessairement besoin d'une journée ou d'une demi-journée.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- On repasse le micro là-bas.

Propos de la chargée de mission diversité et égalité professionnelle de la DGFIP, Françoise Duhot

- Je voulais simplement compléter les propos de Thibaud concernant les actions menées par la DGFIP, qui sont à notre niveau, parce que je participe à l'équipe Diversité, égalité professionnelle, et je mets en œuvre les dispositions du décret de 2016 sur le télétravail à la DGFIP. Je voulais simplement dire, conformément à ce qui était précisé tout à l'heure, en tant qu'employeur, on s'attache à accompagner au mieux nos aidants, surtout en menant des actions de communication, parce qu'on se rend compte effectivement que beaucoup d'aidants ne maîtrisent pas bien tous les dispositifs qui leur sont proposés, il y a un manque flagrant d'informations, et donc en application du plan ministériel Egalité professionnelle qui comporte justement une mesure sur l'accompagnement des aidants, nous avons créé à la DGFIP une rubrique Diversité et égalité professionnelle avec une sous-rubrique dédiée aux aidants, nous mettons le guide ministériel à disposition des agents, nous communiquons sur les dispositifs de congés de proches aidants et de dons de jours pour les aidants, qui ont évolué d'ailleurs récemment en juillet 2022 puisque le champ des bénéficiaires de ces deux dispositifs a été étendu. Nous communiquons également sur la stratégie gouvernementale de mobilisation en faveur des aidants en apportant des points d'éclairage sur les dernières actions menées, notamment le guide sur les 17 fiches repères, sur des solutions de répit, et également nous avons récemment mis en ligne le lien vers la boussole Mes Aidants, qui nous a paru un outil vraiment très riche et très intéressant, pour nos agents confrontés à ces situations très particulières.

Autre point d'action que nous avons mené, nous avons candidaté en 2021 au Fonds interministériel pour l'amélioration des conditions de vie au travail, avec la conception d'un kit d'animation que nous avons décidé de mettre à la disposition de nos services RH locaux pour organiser des séminaires à l'attention en fait des agents aidants des différentes directions. C'est un projet qu'on a conduit en fait avec l'association Brain Up, que nous avons connu via le SRIAS et le séminaire sur les aidants, que nous avons suivi fin 2020. Donc depuis fin 2021, le 6 octobre 2021 précisément, nos services RH locaux ont la possibilité à partir de ce kit d'animation d'organiser des séminaires auprès de leurs équipes. Pour l'instant, on n'a pas vraiment de retours sur cette action puisque, comme vous le savez, l'année 2021 et le début 2022 ont été des années un peu compliquées, notamment du point de vue du contexte sanitaire, donc on n'a pas encore mesuré l'appropriation de cet outil.

Et chaque année, on organise une action de communication à l'occasion de la Journée nationale des aidants, qui nous permet d'apporter un point d'éclairage notamment sur notre rubrique, et notamment la présence du guide ministériel. Et puis l'évolution en fait de la législation. Dernièrement, on a apporté cette information sur l'élargissement des bénéficiaires aux congés de proches aidants, du nombre de jours pour les aidants, et la présence dans notre rubrique du lien vers la Boussole Mes Aidants.

Un dernier point, sans mobiliser trop le temps de parole, on met en œuvre également les dispositions du décret de 2016 sur le télétravail, et les dispositions de ce décret ont été mises à jour récemment, fin 2021, sur un dispositif dérogatoire, une quotité dérogatoire ouverte aux aidants, à leur demande, pour trois mois, renouvelables, et nous accompagnons en fait les services RH de la DGFIP dans la mise en œuvre de ce dispositif qui est une solution fort intéressante pour les aidants, notamment à une partie du stade et du cycle de la vie d'aidant, du cycle de la vie des aidés, qui leur permet de concilier à la fois une activité professionnelle et cette activité d'aidant.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Donc on le voit sur le problème du temps, il y a beaucoup de choses qui sont faites, je ne dirais pas qu'il y en a trop, il n'y en a jamais trop, Monsieur Cicurel, vous voulez clôturer le chapitre du temps ? Mais il y a un déficit de communication, c'est ce que vous avez dit, et il faut aider les

aidants à mieux connaître leurs droits, en termes de temps, de revenus, on y reviendra juste après.

Monsieur Cicurel ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Sur le dispositif des dons de jours, c'est un dispositif qui est intéressant, et qui est à la fois méconnu, et j'ai le sentiment qu'il est sous-utilisé, c'est-à-dire qu'on a un excédent de jours, ce qui est un peu dommage, il y a un excédent de donateurs en nombre de jours par rapport aux utilisateurs. Donc là, il y a sûrement quelque chose à faire, j'ai quelques chiffres sur l'administration centrale uniquement, mais c'est assez éloquent, l'an dernier, près de 900 jours ont été donnés, et en fait, seuls 130 jours ont été utilisés. Ce n'est pas uniquement sur les aidants mais...

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- On ne donne pas des jours à quelqu'un, on met des jours dans la bourse, c'est ça ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Oui, ça passe par le BRH, il y a une validation par le médecin du travail, car il y a une confidentialité qui doit être assurée, donc les gens qui donnent et ceux qui en bénéficient ne se connaissent pas, mais ceci étant, je voulais insister sur ce dispositif qui existe, qui est sans doute méconnu et sous-utilisé. On fait ce qu'on peut pour communiquer sur l'existence de ce dispositif, mais on a encore pas mal à faire, je pense.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Alors, besoins et droits des aidants, temps, revenus, soutien, avant d'ouvrir le chapitre des revenus, le temps, là ?

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) d'Ile-de-France, Anne Florentin

- Bonjour à toutes et à tous, Anne Florentin, présidente de la SRIAS Ile-de-France, je voulais dire qu'il existe, c'est important de le redire et de le rappeler, de le faire connaître, c'est qu'il y a deux actions sociales, celle du ministère de rattachement de chaque action, et il existe aussi une action sociale interministérielle dans chaque région, et qui dépend du budget de la

DGAFP, et on a pour mission de mettre en œuvre des dispositifs d'accès à la culture, aux loisirs, mais aussi logement et restauration.

Je vous dis ça parce que, en Ile-de-France, très rapidement, on a décidé de désigner un référent handicap sur toute cette thématique parce que le handicap, ce n'est pas que l'accès à la culture et aux loisirs, c'est aussi l'accès au logement, à la restauration interministérielle collective. Et donc nous sommes assez fiers d'avoir ce référent handicap, et dans chaque SRIAS, il y a... Ça commence à être moteur pour les autres SRIAS, le handicap est un thème important, d'ailleurs dans les préconisations de la DGAFP, ça va être une thématique pour les SRIAS, de prendre ce thème dans tous les dispositifs.

En Ile-de-France, on a proposé une journée, un séminaire sur les aidants familiaux, avec l'association Brain Up, et c'est déjà du temps pour les aidants, qu'ils puissent se poser aussi, dire : je m'inscris à cette journée. C'est aussi notre rôle d'accompagner les agents, de leur donner du temps et de se poser et de réfléchir. On avait un programme bien défini, on a une psychologue qui intervient, et elle a su adapter en fonction des réactions des agents qui étaient dans la salle, et déjà, la difficulté, c'est de se poser et de dire : oui, en effet, je suis aidant. Ça, c'est déjà compliqué. Il y avait même des agents qui se sont inscrits sur un congé parce qu'ils ne voulaient pas se déclarer aidant vis-à-vis de leur hiérarchie de peur d'être stigmatisés. Donc c'est important aussi, c'est notre rôle, c'est que les cadres, et l'ensemble des responsables des administrations soient vraiment formés et sensibilisés, et ça, ça passe par des formations presque obligatoires, je pense, c'est notre point de vue...

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Si vous le voulez bien, on va rester sur le plan qu'on s'était fixé, on parle du temps, et après, on va parler du revenu et des soutiens.

Avant de passer à l'autre chapitre, quelqu'un veut encore s'exprimer sur le besoin en temps ?

Ceux qui n'ont pas parlé... Non ? Madame Lucotte ?

Propos de la référente nationale handicap DGCCRF, action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention, Catherine Lucotte

- La DGCCRF s'appuie sur les actions ministérielles qui sont créées, on a diffusé le guide des proches aidants, on le rediffuse à chaque fois qu'on nous demande des renseignements sur les solutions qui peuvent être apportées aux agents qui ont dans cette situation. On diffuse et on rentre vraiment dans la politique ministérielle qui est mise en œuvre sur le sujet,

mais c'est vrai qu'on se réfère vraiment beaucoup au guide, on l'adresse autant que de besoin parce qu'il est vraiment complet. La direction a travaillé avec la délégation sur la création de ce guide, et c'est vraiment un outil important.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- C'est une Bible, Monsieur Cicurel ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Au-delà du guide, ce qui est très important, c'est de savoir que tous les dispositifs, pour tous ces dispositifs, l'interlocuteur, c'est le BRH de proximité, il faut vraiment que l'agent, tout repose, c'est une évidence, mais encore faut-il le rappeler, tout agent trouvera conseil et information près de lui, c'est-à-dire auprès de son BRH, bureau des ressources humaines de proximité, qui sera à même de lui donner des conseils, de l'orienter et de lui rappeler un petit peu les règles, les avantages et les inconvénients. Par exemple, par rapport au temps partiel, savoir combien il perdra de rémunération chaque mois, quel effet ça aura sur sa retraite ensuite, toutes ces informations bien évidemment, c'est auprès de son BRH qu'on peut les trouver.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Et il y a quelque chose qu'on conventionne rarement, c'est qu'effectivement le temps partiel, c'est de l'argent en moins, quand on prend du temps, c'est aussi : est-ce qu'on ne se met pas un peu en marge par rapport à sa carrière ? M. Cicurel ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Aller, c'est pour toi ?

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du le pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Oui, oui. C'est là où ces dispositifs, notamment par rapport au temps partiel, sont aussi là pour éviter ça, sur la carrière, la vie dans le collectif, ça a un impact sur la vie de l'agent en général. Voilà. Y compris sur sa carrière. Sur les promotions, non, et en tout cas s'il y a des cas individuels, je ne vais pas rentrer dedans mais... Non, il n'y a pas d'impact sur

l'évolution de la carrière en tant que telle, mais évidemment sur... Même la personne qui a un proche aidant peut se dire : je ne vais pas demander une promotion ou passer un concours parce que je ne peux pas aller à l'autre bout de la France, etc.

Ce sont ces sujets-là qui sont devant nous. Le débat n'est pas centré que handicap, c'est là-dessus qu'on doit travailler. On a fait une première étape sur ce plan d'information, de communication, d'accès à des droits, maintenant, devant nous, il y a ce sujet-là.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Alors, besoins et droits des aidants. On a parlé du temps, et le temps file, donc on passe au deuxième chapitre : les revenus.

Être aidant, ça coûte parce que souvent on gagne moins d'argent, on se met en temps partiel, on prend des congés et on a un reste à charge important, des dépenses qui ne sont pas prises en compte...

Là encore, beaucoup de choses sont faites, certains diront : pas assez, mais beaucoup de choses sont faites, on les retrouve dans ce guide. Monsieur Cicurel, je vous donne la parole pour lancer la conversation sur ce sujet.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- M. Cicurel : sur les revenus, ce n'est malheureusement pas un angle d'attaque très riche, je dirais. Ce que j'ai remarqué, c'est surtout que les aidants ont droit à un certain nombre de prestations s'ils remplissent un certain nombre de conditions, sous forme d'allocations. Encore que ces allocations, c'est souvent sous condition de ressources, donc encore faut-il ne pas disposer de revenus déjà trop élevés, même s'ils ne le font pas beaucoup mais... les grandes aides, c'est surtout l'APA, qui est la plus connue...

Pour l'aidant, l'aide personnalisée à l'autonomie, pour l'aidant, il peut avoir dans un certain nombre de cas une allocation journalière qui est une indemnisation, ce n'est pas vraiment une rémunération, c'est une indemnisation, mais c'est de l'ordre de 45€ à peu près par jour, donc voilà, ce n'est pas très élevé. En termes de ressources, je dirais... Bon, on est dans quelque chose qui... Des aides qui permettent de s'assurer d'un minimum de ressources, mais je crois qu'une fois qu'on a dit ça, c'est vrai qu'il faut aussi de la solidarité, de la solidarité familiale encore une fois, parce qu'aider, ça peut être aussi aider financièrement un aidant. Je crois qu'un tiers à peu près des aidants fournissent, en plus d'une aide de temps, aussi une aide matérielle et financière.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Alors, les aides, elles sont sous conditions, on l'a vu, et elles ne sont pas toujours cumulables, donc il faut bien faire attention à cocher la bonne case.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Oui, après, je ne sais pas, peut-être que d'autres collègues voudront intervenir plus particulièrement sur cette question.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- On reste pour l'instant sur les aides, les revenus.

On va parler aussi des aides pour les aidés, parce qu'il y a les aides pour les aidants, mais il y a les aides pour les aidés.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Oui, il y a la PCH, la Prestation de compensation au handicap. Après, c'est très technique, tout dépend encore une fois des revenus de la personne et du degré de handicap de la personne. Donc c'est gradué, il y a six catégories si je ne me trompe pas, de la 1 à la 6, de la plus sérieuse, la plus grave, et la plus invalidante, jusqu'à la 6 qui est la plus légère. Et en fonction de ça, il y a un barème effectivement, il y a la prestation et un montant alloué.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Mme Lucotte.

Propos de la référente nationale handicap DGCCRF, action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention, Catherine Lucotte

- En tout cas, lorsqu'on a des questions sur les aides, on a un réseau d'assistants de service social qui maîtrise très bien le sujet, et en général on oriente vers ce réseau. Parce que c'est quand même très complexe, ça dépend des revenus, il y a beaucoup de calculs à faire...

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Il y a des interférences...

Propos de la référente nationale handicap DGCCRF, action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention, Catherine Lucotte

- Désolée...

Et donc ce réseau d'assistants de service social est vraiment compétent en la matière pour répondre à nos agents.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- J'ai vu aussi un dispositif qui s'appelle Logement gratuit contre aide du proche, qu'est-ce que c'est, ça ? Qui veut répondre ?

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- On passe notre tour, on ne sait pas. Vous savez vous ?

- On va regarder le guide.

Propos de la référente nationale handicap DGCCRF, action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention, Catherine Lucotte

- Je pense que c'est ce qui est mis en place pour l'ensemble des personnes, c'est en échange d'un hébergement, la personne hébergée s'engage à venir en aide à la personne en offrant du temps, soit des courses, le ménage, la présence, la lecture... C'est ce qui existe au niveau national pour venir finalement en aide à des personnes qui sont isolées, les personnes isolées accueillent quelqu'un de plus jeune, en échange de l'hébergement, cette personne offre ses services.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Est-ce que quelqu'un veut compléter sur les revenus et les aides ?

Propos de la chargée d'études juridiques au bureau action sociale de la DGAFP, Valérie Morin

- Bonjour, je voulais déjà vraiment remercier l'APAHF de m'avoir invitée aujourd'hui, c'est très impressionnant d'être là, je suis adhérente de l'APAHF depuis de nombreuses années, et d'habitude, je me retrouve de l'autre côté de la salle, donc merci beaucoup, et merci aussi à Anne et à Catherine qui œuvrent vraiment au quotidien sur tous les sujets relatifs au handicap. Et j'en profite aussi, parce que je travaille à la DGAFP mais je suis aussi aidante, et quand j'ai entendu le mot d'aidante, je me suis dit « ah oui, je suis impliquée dans mon travail, j'essaie de le faire au mieux, mais j'ai aussi à charge un enfant en situation de handicap ». Et je remercie aussi Amin, avec lequel on a eu un coup de foudre amical, qui vraiment m'a soutenue toutes ces années, et à chaque fois, il me disait : prends soin

de toi pour durer, pour pouvoir t'occuper de tes proches et de ton fils. Donc merci beaucoup. Voilà, excusez-moi, je suis un peu submergée...

Donc je suis à la DGAFP, direction générale de l'administration et de la fonction publique, et je voulais vraiment m'excuser, excuser ma hiérarchie et mes collègues qui s'occupent notamment des dispositifs liés au télétravail et de dons de jours de répit qui n'ont pas pu être présents aujourd'hui. La DGAFP met en place un socle d'actions sociales interministériel, c'est de l'action sociale pour tous les agents de la fonction publique de l'Etat. Donc on a un certain nombre de dispositifs mis en place, notamment avec des prestations interministérielles qui sont financées directement par la DGAFP, et que vous connaissez certainement, avec des Cesu pour la garde d'enfant pour les enfants de 0 à 6 ans, des chèques vacances avec une bonification de l'Etat, on a mis un accent sur la facilitation des pièces qui sont demandées pour les agents en situation de handicap, et on a une bonification spécifique pour ces sujets. On a aussi une prestation d'aide au maintien à domicile, et puis des prestations collectives, le logement, des réservations de crèches, et puis des actions SRIAS dont parleront Anne et Catherine.

Et d'un autre côté, on a aussi des prestations individuelles à réglementation commune, qu'on appelle dans notre jargon des PIM (prestations interministérielles), qui sont gérées et financées par chacun des ministères, mais qui sont définies au niveau de la DGAFP. C'est une ancienne circulaire de 98 qu'on va remettre à jour en 2023. Donc il y a un vaste chantier qui va être engagé, après les élections et après la reconstitution des instances de dialogue social. Pour cette circulaire, le chantier appelle bien sûr à toutes les administrations concernées, toutes les directions, mais aussi les représentants des organisations syndicales, et aussi les experts en matière de handicap, dont l'APAHF. Et dans ces prestations individuelles, j'en fais état parce qu'on a des prestations générales comme une aide aux participations pour les séjours d'enfants ou une aide pour la restauration, mais aussi des aides spécifiques pour les parents d'enfants en situation de handicap, et notamment l'allocation aux parents d'enfants en situation de handicap jusqu'à 20 ans. Et ce sont des aides sans condition de ressources. Pour cette prestation, les parents doivent toucher l'AEEH, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, et dès qu'il touche cette aide, il peut percevoir, cette année, c'est 167,54€ par mois. C'est une aide qui n'est pas négligeable bien sûr pour les familles, et cette prestation est revalorisée chaque année, en lien avec la direction du budget, c'est la DGAFP qui s'occupe aussi de ces travaux. Et il y a une autre allocation pour les

enfants entre 20 et 27 ans, soit qui sont en situation de handicap ou qui sont atteints d'une maladie chronique, d'un montant de 126€ par mois. Donc c'est une prestation aussi qui vise à faciliter l'intégration sociale des enfants des agents de l'Etat. Voilà. Après, il y a d'autres aides, notamment des participations aux frais de séjours en centres de vacances spécialisés, toujours sans conditions de ressources, ou des participations aux frais de séjour dans des centres familiaux de vacances agréés. Donc toujours sans conditions de ressources, ce qui n'est pas toujours connu par les familles, mais qui est aussi important.

Et comme le disaient Anne et Catherine, il y a tout un chantier sur le handicap qui va être lancé aussi en 2023, avec cette priorité de la DGAFP sur le handicap et l'aide aux aidants.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Je vous remercie pour ce catalogue complet des aides, qui sont sous conditions de ressources pour certaines, et sans conditions de ressources comme vous le soulignez. On voit qu'effectivement il y a toute une jungle, on employait le mot tout à l'heure, c'est compliqué de s'y retrouver dans ces aides, c'est compliqué d'autant que, quand on est aidant, le chapitre précédent, c'était le temps, être aidant, c'est chronophage, donc on n'a pas forcément le temps d'aller fouiller, et comme vous le disiez pour les jours, on passe à côté de dispositifs qui sont intéressants, et je pense que pour les aides, c'est pareil, est-ce que quelqu'un peut me répondre là-dessus, est-ce que toutes ces aides sont utilisées ou est-ce qu'il y a des dotations qui ne sont pas utilisées par les gens ?

Ou peut-être qu'on n'a pas de réponse, je ne sais pas ? On n'a peut-être pas fait d'études là-dessus.

Propos de la chargée d'études juridiques au bureau action sociale de la DGAFP, Valérie Morin

- Côté interministériel, on n'a pas de réponse, on n'a pas de statistiques, on connaît le nombre de personnes qui fait la demande, mais après, au niveau de la communication, je pense qu'il y a encore des efforts à faire. Et puis oui, c'est vrai qu'il y a des efforts, il n'y a pas de statistiques...

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Je vous rappelle notre petit plan... Temps, revenus, soutien. Avant de passer au chapitre du soutien, on va peut-être faire une petite pause questions sur le chapitre du temps, comment on peut bénéficier de temps pour aider les personnes dont on a la charge, et le chapitre des aides et des

revenus. S'il y a des questions dans la salle ou s'il y a des questions en distanciel, c'est le moment.

Propos d'un interlocuteur dans la salle, Bruno Morceau

- Nous avons abordé avec M. Lorne les aides financières, mais aujourd'hui, il y a un sujet qui préoccupe beaucoup, qu'en est-il au niveau de la retraite? Y a-t-il une perte de rythme, est-ce que des choses ont été envisagées? On sait qu'on va travailler plus longtemps, est-ce que ces gens-là vont avoir en plus de leur handicap des problèmes pour aller aux droits de la retraite?

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Très bonne question, la retraite.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Oui, alors, au niveau DGFIP, vous allez être déçu, je vais vous répondre qu'on est dans le cadrage ministériel, qui est aussi dans le cadrage national, je ne suis pas sûr qu'on ait des pistes de réponses sur le sujet. Je ne sais pas?

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Il y a un doigt qui se lève là-bas.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) d'Ile-de-France, Anne Florentin

- Concernant les collègues retraités, on ne peut que s'améliorer et on prévoit un groupe de travail de réflexion sur comment passer l'information des droits et des dispositifs, puisque l'action sociale interministérielle est aussi accessible à nos collègues retraités, mais le problème, c'est comment communiquer auprès d'eux. Donc on est en train d'y réfléchir, en Ile-de-France, on essaie de se déplacer dans les forums des CNAV pour expliquer que les retraités fonctionnaires ont aussi accès à leur action sociale interministérielle.

Propos du même interlocuteur dans la salle, Bruno Morceau

- Ma question, c'était par rapport aux droits à la retraite, c'est-à-dire quand on est arrêté longtemps pour l'aide, et quand on est aidé sur plusieurs

mois, une année ou deux, pour savoir s'il y a un problème, un impact au niveau des droits à la retraite, c'était ça, ma question.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Alors, qui répond ?

Est-ce qu'on a un spécialiste des droits à la retraite autour de cette table qui est pourtant bien garnie ?

Non ?

Monsieur Cicurel ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Je pense que ça dépend des cas, je n'ai pas à l'esprit tous les dispositifs, qu'on retrouve évidemment dans le guide, mais je ne les ai pas tous à l'esprit, en particulier dans leurs conséquences par rapport à la retraite. C'est-à-dire par rapport à cette question précise. Simplement je sais que le congé de proche aidant par exemple n'a pas de conséquence sur la retraite, c'est-à-dire que le temps passé durant le congé est considéré comme du travail effectif, comme une situation d'activité. C'est un exemple. Mais il faut prendre chaque dispositif un par un pour savoir si oui ou non le temps passé est comptabilisé comme du temps de travail et n'est pas pénalisant pour les droits à la retraite ou si, au contraire, ils seront déduits.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

Madame Benali, vous voulez compléter ?

Propos de la cheffe de la Mission Handicap au MEFSIN, Patricia Benali

- Pour d'autres congés comme celui de proche aidant ou de présence parentale, le congé pour solidarité familiale, le temps d'absence est pris en compte dans le nombre de trimestres de travail, mais après, bien sûr, ça ne compte pas dans le calcul de la retraite. Je crois qu'il faut toujours distinguer le temps de travail et les trimestres nécessaires dans le calcul de la retraite.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- D'autres questions dans la salle ? Je viens vous voir, je fais ma petite hôtesse.

Propos d'une interlocutrice dans la salle, Régine Costes

- Je suis maman d'un enfant avec un handicap, je souhaitais signaler la notion de temps, en fait, on parle de temps, mais pour les gens par exemple dans les DOM-TOM ou les personnes en province, quand il y a des pôles médicaux et qu'on a besoin de trois jours, quelquefois, c'est très compliqué pour les parents agents de demander des jours. Avec le Covid, il y a eu des difficultés à accéder aux pôles de compétences médicaux, et les médecins ont eu aussi du mal à donner les éléments par rapport aux autorisations d'absences et aux modalités de demandes des BRH. Donc je voulais savoir notamment par rapport aux statistiques, vous dites que vous ne pouvez pas déterminer qui est demandeurs... Enfin, vous n'identifiez pas les gens qui sont avec un handicap ou les parents éventuellement qui demandent justement des congés parce qu'ils sont obligés de prendre des congés personnels, et en fait, ils prennent sur leur temps personnel en fait.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- On parlait tout à l'heure du temps et des jours qui ne sont pas consommés, vous, est-ce que vous avez déjà utilisé ?

Propos de la même interlocutrice dans la salle, Françoise Moisson

- Non, jamais, je me contrains, j'ai un nombre de jours, et encore, grâce à l'association APAHF, qui m'a expliqué les modalités, parce que j'ai été longtemps à être en conflit avec ma hiérarchie parce que j'avais pris un temps partiel annualisé, c'était compliqué pour emmener mon enfant à l'école, je fais partie des heureux parisiens qui sont en Ile-de-France, ou même dans l'Oise, donc le temps de trajet, et pour assurer, certains se lèvent à 5h du matin, emmènent leur enfant dans une école spécialisée parce qu'ils sont obligés d'être là, après ils assurent leur travail, ils courent parce qu'ils n'ont pas toujours eu les informations pour l'aide au transport, c'est hyper compliqué, avec la sécurité sociale qui peut éventuellement prendre... La complexité et la notion de temps, il faut avoir un cerveau hyper élargi pour avoir toutes les solutions, et je comprends que même au niveau de la RH, ils aient du mal à répondre, parce que tout est spécifique. Et comme en plus il y a le numérique, là, ne parlons pas du numérique, parce que si vous avez des personnes âgées ou même des gens qui ont des inaptitudes à l'accès au numérique pour des questions visuelles ou autres, alors là, c'est le summum du blocage pour les agents. Il faut que les agents soient agiles, et l'agilité, au bout d'un moment, vous y laissez votre santé. Voilà.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Qui veut répondre sur ce problème du temps ?

Pendant que vous préparez votre réponse, j'ai envie de faire un parallèle, vous le savez ou vous ne le savez pas parce que je ne vous l'ai dit, ma spécialité c'est la santé, j'anime des émissions santé et en santé on a ce qu'on appelle des patients experts. Les patients experts, c'est des gens, ils sont malades et puis à force de vivre leur maladie au long cours, ils apprennent beaucoup sur leur maladie et comme ils apprennent, ils ont envie de redonner aux autres, ils passent une petite formation ils aident à la fois les médecins mais aussi les autres patients qui souffrent de la même maladie, et quand je vous écoute et que j'écoute votre expérience, je me dis qu'il devrait y avoir des aidants experts, parce que les aidants ont beaucoup à vous apprendre, chacun dans leur petit cas personnel, des aides qu'on peut trouver, des problèmes qu'on peut rencontrer, et de comment les aborder, comment les contourner. Je vous laisse la parole sur la question du temps.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Je confirme ce que vous venez de dire, j'étais à Metz lundi pour l'ouverture de la semaine du handicap, et il y avait un groupe de travail sur l'accessibilité numérique pour nos agents en situation de handicap mais aussi pour la réception d'usagers en situation de handicap, et il en est ressorti qu'on avait un manque d'échanges entre sachants, entre agents qui connaissent, qui ont le même vécu, c'était sur l'accessibilité numérique pour les malvoyants, mais ça peut être sur d'autres thèmes, et ça rebondit sur des problématiques, notre fonctionnement côté DGFIP, et nous aussi, on attend des consignes qui viennent d'en haut, qu'on veut appliquer sur tout le territoire, de Paris à la Guyane, et on se retrouve confrontés à des situations individuelles totalement différentes et à des situations qui sont compliquées à traiter par des consignes nationales et générales. Donc, certes, il faut qu'on donne un cadre à notre direction, pour autant, comment on forme nos services RH notamment, pour appréhender ces sujets-là, ou si c'est trop compliqué ou nouveau, avoir le réflexe de remonter le sujet et de dire : on travaille avec l'ensemble des directions du ministère parce que le sujet est nouveau. Mais c'est arriver à traiter des situations individuelles qui sont toutes différentes pour derrière pouvoir répondre aux situations de chacun. Et ça, notre organisation en administration d'Etat, elle est finalement un peu compliquée pour ça. Donc

c'est là-dessus qu'on doit travailler, et la sensibilisation, elle est sur le service RH de la direction départementale, en tout cas côté DGFIP. Le chef de poste, dans sa trésorerie, il est peu armé pour traiter ces situations-là, d'un point de vue réglementaire, donc c'est bien le service RH local qui peut avoir les réflexes de savoir qui il faut contacter, parce que c'est complexe, et il y a tout un tas de droits qui s'on connaît pas bien ou qui sont nouveaux.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Une question là-haut.

Pas de pitié avec moi, vous ne groupez pas les questions... Vous me faites aller en haut, en bas, en diagonale...

Propos d'un interlocuteur dans la salle, Nicolas Depreux

- Bonjour, j'ai une collègue qui est aidante de sa maman, mais qui refuse complètement qu'au niveau administratif, on puisse l'aider. Elle mange tous ses congés pour aider sa maman, et elle refuse complètement au niveau social qu'on l'aide. Qu'est-ce qu'on peut faire dans ce cas-là ?

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Dans ces cas-là, ça nous amène au chapitre suivant qui est le chapitre du soutien justement aux aidants, et qu'on va aborder tout de suite. Là aussi, on a parlé du temps, des revenus, mais le soutien, c'est la question introduite avec votre intervention, le soutien aux aidants, il est très important.

Qui veut attaquer sur la question du soutien ? Je vous remets à contribution...

Et qu'est-ce qu'on fait pour cette dame aussi ?

Propos de la cheffe de la Mission Handicap au MEFSIN, Patricia Benali

- De manière très générale et pour répondre également à monsieur, pour introduire le sujet, la première chose, le premier soutien, c'est l'information et la communication. Quels que soient les congés que nous avons évoqués, il faut voir que le proche aidant n'est pas rémunéré, c'est quand même une situation qui peut s'avérer totalement catastrophique, et je pense que lorsqu'on entend le nombre de jours qui sont donnés et qui ne sont pas utilisés, il faut absolument faire une communication à ce niveau-là.

Donc l'information, et Catherine rappelait l'importance du réseau des assistants de service social, notamment concernant les allocations, qui sont un véritable maki, on en discutait, dans chaque service social, normalement, il y a un référent handicap, diversité, et leur rôle... Bien sûr, il faut qu'il y ait un signalement, un début, il faut que les choses soient connues. Si votre collègue ne souhaite pas être aidée, ça devient un peu compliqué. Mais à un moment, il faut que les choses se savent, en toute confidentialité, et il faut discuter, dialoguer, expliquer aux personnes concernées les dispositifs qu'on peut leur proposer. Après, elles acceptent ou pas. Si la personne refuse, on peut distiller, continuer, persévérer à la former et à communiquer, mais bien sûr avec beaucoup d'à propos de délicatesse. Mais au moins qu'elle soit informée par le référent handicap, diversité, par le BRH de proximité dont le rôle est primordial, de ses droits, de ce à quoi elle peut prétendre, peut-être que petit à petit, elle y viendra.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Y a-t-il des soutiens psychologiques qui sont prévus ? Parce que visiblement, cette dame, elle est en situation de blocage, elle ne veut pas se déclarer, on l'a dit au début, il faut déjà se déclarer comme aidant, et elle est sans doute en situation de blocage, de déni total. Y a-t-il des soutiens psychologiques prévus ? A qui s'adresser ? Comment on aide une collègue qui n'a pas envie peut-être même d'aller voir le psy ?

Propos de la cheffe de la Mission Handicap au MEFSIN, Patricia Benali

- De ce que je connais, dans les délégations d'action sociale, notamment celle de Paris, il y a des psychologues qui peuvent être sollicités. J'ai vu dans le guide notamment, mais j'en avais été informée par ailleurs, qu'il y a un café des aidants qui s'est mis en place, avec des groupes de travail où les personnes peuvent s'exprimer et bénéficier de l'expérience de personnes qui sont dans la même situation qu'elles.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Je ne sais pas s'il est encore d'actualité post-Covid.
Il va être relancé, on boira un petit café mais plus tard, avec les aidants.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Alors ma réponse est évidemment DGFIP mais je vais essayer de faire plus général. On a une cellule d'écoute pour un soutien psychologique, à la DGFIP, surtout mis en place pour nos agents, mais c'est une plateforme psychologique d'écoute privée qui peut fonctionner, et je crois que les douanes maintenant vous êtes intégré car on participe ensemble à ce sujet-là. C'est un moyen pour la personne qui peut appeler jour et nuit. Sur votre intervention, je crois beaucoup par exemple à ce qu'on fait aujourd'hui. La semaine du handicap, c'est de la communication, aujourd'hui, c'en est, mais derrière, c'est dans l'intérêt de, c'est de montrer que ce n'est pas un sujet tabou, qu'il y a des collègues dans la même situation, qu'on ne connaît pas, ou qui sont proches et on ne sait pas, donc c'est la communication qu'on en fera pour que derrière, ces collègues qui n'ont pas forcément envie d'en parler ou qui n'ont pas envie d'être montrés du doigt puissent se dire qu'il y a des choses qui existent, avec les solutions qu'on a mises derrière, le guide, les plateformes qui existent et le service RH.

Dernier point, j'étais en conseil départemental d'action social du 93 le mois dernier, et le constat des assistants de service social, c'était : les agents n'osent pas venir vers nous, parce que souvent, ils nous disent « je ne suis pas un cas social ». Donc on a un travail à faire sur la connaissance et la promotion qu'on fait de nos assistants de service social, qui peuvent répondre à ces besoins-là. Et c'est une conviction qu'on doit avoir vis-à-vis de nos agents de dire : vous pouvez aller les voir, ils trouveront des solutions, parce qu'on a des solutions. Je crois à l'ensemble de ça, et on en revient à la formation de nos agents, le fait que nos agents sachent ce qui existe pour aller sur un canal qui leur parle le plus.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Je pense qu'on peut déjà lui offrir le guide, on ne sait jamais. Mais il y a peut-être un autre biais dont on n'a pas parlé, c'est la médecine du travail. Quand on est aidant, on s'épuise, on va peut-être moins bien, peut-être qu'on s'alimente moins, on a des troubles du sommeil parfois, et peut-être que le biais de la médecine du travail, d'en parler au médecin du travail qui pourrait peut-être lui-même sensibiliser votre collègue, c'est un autre biais, et ça se fait dans le contact singulier entre le médecin et la personne qui vient le voir, de lui dire : ne mettez pas en danger votre santé, car vous ne pourrez plus continuer à aider votre proche, donc considérez le fait de vous déclarer comme aidant. C'est peut-être une autre entrée, je ne sais pas.

Propos de la chargée de mission diversité et égalité professionnelle de la DGFIP, Françoise Duhot

- Je voulais saluer la promotion du séminaire qui a été évoqué, je l'ai suivi, et honnêtement, c'est une journée, une petite bulle d'une journée qui est consacrée à la problématique des aidants, avec notamment une table ronde qui est animée sur le deuxième temps de cette journée, où les aidants vont échanger entre eux et puis échanger avec une spécialiste. Et pour avoir participé, c'est vraiment un moment de libération de la parole où les différentes problématiques émergent et où chacun parle de sa situation. Donc ça pourrait être aussi une solution pour cette personne pour éventuellement libérer sa parole, évoquer ses problèmes, et se rendre compte d'abord qu'elle n'est pas seule, et ce serait peut-être une première étape ensuite pour prendre en compte en fait sa situation, il y a des solutions qui existent, et elle peut peut-être aussi en parler avec son service RH local, voire avec son chef de service si elle le souhaite, mais j'ai trouvé que c'était une bonne prise de connaissance et une bonne prise de conscience en fait de ce rôle d'aidant et des différents dispositifs qui existent au profit de ces personnes.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Allez-y.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) de Bretagne, Catherine Merour

- Juste une intervention un peu courte, ce qu'on évoque est effectivement très bien, c'est ce qu'on essaie de mettre en place, mais si je me mets à la place de cette collègue, je suis dans le déni complet, je n'irai pas au séminaire, je n'irai pas voir le médecin du travail, je n'irai nulle part, et je crois que c'est ce que le collègue a voulu exprimer, c'est que cette femme est en souffrance, elle n'en a pas forcément conscience, vous allez pouvoir lui proposer le guide, le machin... Ça ne la concerne pas, donc peut-être qu'il faut aller vers elle, c'est peut-être passer par le DDAS, peut-être faire venir sur nos restaurants administratifs, faire venir un café aidant à la fin du repas, un mardi midi ou un jeudi midi, elle va passer devant une fois, deux fois, et comme elle a des bons collègues puisque le collègue en parle, peut-être que le collègue, indirectement, avec beaucoup de diplomatie, va orienter, ils vont peut-être aller boire un café au café des aidants, et peut-être qu'à ce moment-là la chose va se débloquer indirectement, et peut-être qu'après, elle acceptera de faire tout ce qu'on lui propose, mais dans un

premier temps, je crois qu'il faut aller vers elle et peut-être trouver une autre solution.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Quelqu'un veut compléter ? On est rentré dans ce chapitre du soutien, par une question, qui a bien introduit le débat, et après, on va parler de la sensibilisation, de la formation et puis à la fin il faudra consacrer quand même un petit chapitre au droit au répit, qui est important ; monsieur Cicurel.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Le problème de la parole, ne pas parler, ça n'est pas une solution évidemment, ça ne fait qu'aggraver le problème, parce que la personne ne prend pas de recul, et on peut le comprendre, elle est le nez dans le guidon, et dans ce cas, on est incapable de réfléchir correctement. Donc ça montre bien que cette première phase vers une solution passe forcément par la parole. Ça peut être, je pense que le manager déjà qui est au contact de la personne, s'il est vraiment attentif à ce qui se passe, il doit voir des signes, il doit être en mesure aussi de capter un certain nombre de signaux par rapport à la situation de la personne. Après, il faut le faire évidemment avec tact, parce qu'on va rentrer très vite dans la sphère personnelle, donc on n'est plus dans la sphère professionnelle, mais comme la limite n'est pas étanche, je pense que le manager a déjà un rôle de détection. Après, si la personne ne veut pas lui parler, ce qui peut se comprendre, puisqu'il est partie prenante, il est son évaluateur, il est celui qui lui donne du travail au quotidien, donc lui dire qu'on a des difficultés, c'est un peu compliqué, donc ça peut être pour le manager d'orienter justement la personne vers des personnes spécialisées comme les assistantes de service social qui, elles, ont l'avantage d'être en dehors de l'équipe du collectif de travail, et qui sont des professionnelles parce qu'elles sont formées pour accueillir justement la parole des personnes, les orienter, leur donner des conseils et voir quelle est la meilleure aide dont la personne a besoin. Si c'est simplement déjà de parler, parce qu'en soi, déjà, parler, c'est une première étape, est-ce que la personne a besoin d'aides matérielles, est-ce qu'elle a besoin d'une aide financière, est-ce que cette aide, elle va la trouver au sein du ministère par exemple ? Parce que le ministère fournit un certain nombre d'aides. Ou est-ce que c'est plus généralement interministériel, ou est-ce que ce sera auprès... Il faudra aller voir peut-être un médecin directement, qui prendra en charge pas seulement la parole, mais aussi la

partie pathologie... Donc je pense que ça doit se faire par petits pas, il faut bien avoir présent à l'esprit qu'il y a des interlocuteurs, et faire comprendre à la personne aussi, je fais un petit peu le parallèle avec les violences faites aux femmes, car on traite aussi ce sujet-là, on en parlera le 25 novembre pour la journée nationale qui y est dédiée, il faut dire aux personnes qu'elles ne sont pas seules, que leurs problèmes, des tas d'autres personnes l'ont, et que déjà, de l'aide pourrait leur être apportée, qui leur permettrait de mieux encore exercer leur rôle d'aidant, et non pas de les culpabiliser. Il faut éviter que ces personnes restent enfermées en fait dans leurs problèmes, il faut essayer de leur faire comprendre que ce qu'elles vivent, ce n'est pas anormal, il y a plein de gens qui vivent la même chose, et que les difficultés auxquelles elles sont confrontées, il y a très peu de chances qu'elles arrivent à les surmonter seules. Il faut le dire clairement.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Il faut banaliser.

J'ai une autre suggestion, je parlais du médecin du travail tout à l'heure, mais peut-être une autre suggestion aussi, c'est de trouver quelqu'un dans le service qui lui-même est aidant et qui peut se rapprocher de cette personne en disant : regarde, moi, j'aide, je me suis déclaré comme aidant, ça m'a soulagé, en termes de jours, d'aides, etc., et ça m'a soulagé d'en parler. C'est peut-être par ce biais-là aussi que vous pouvez l'approcher... Non, ce n'est pas ce biais-là non plus ? Bon, je ne sais pas... Demandez-lui si elle a quelque chose à déclarer. Bon, mauvais jeu de mot.

Le soutien, il existe des programmes de formation pour les aidants. Est-ce qu'on parle de ces programmes ? Est-ce qu'ils sont suffisamment connus, développés ? Qui parle de ça ?

Visiblement, ils ne sont pas si connus et si développés que ça...

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- La difficulté des sujets de formation, côté DGFIP, et ma réponse ne va peut-être pas vous plaire, c'est qu'avec 100 000 agents, ce sont des sujets qui sont toujours compliqués à faire. C'est une grosse volumétrie d'agents, donc est-ce qu'on forme tout le monde, est-ce qu'on forme les aidants, les encadrants, les services RH ? Et en fonction de la réponse, la volumétrie peut être importante. Et former des grosses volumétries, c'est très compliqué à mettre en œuvre.

Pour autant, aujourd'hui, et on a les mêmes sujets sur d'autres thèmes de formation. Ce sont des sujets compliqués, on développe beaucoup les e-formations avec la problématique qu'il faut la faire, on est tout seul dans son écran, est-ce que vraiment on la suit ou pas... La réponse est compliquée. C'est un sujet dont on a du mal à s'emparer je crois, il faut peut-être qu'on travaille dessus, mais qui amène... Il faut avoir en tête que former, c'est tout de suite compliqué parce que les volumétries sont importantes. Si on forme les aidants, ceux de la DGFIP, je n'ai pas le chiffre, mais si on fait un ratio par rapport à la population française, ça fait beaucoup de monde à former pour la DGFIP, et c'est compliqué à faire.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- M. Cicurel ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- En termes de formations, la difficulté, c'est qu'on les empile, on les additionne. Entre les formations à l'égalité, à la diversité, à l'inclusion, à la lutte contre les discriminations, à la prévention des violences faites aux femmes, pour ne citer que celles-ci, parce que ce ne sont pas des formations métiers, ce sont des formations qui sont plus culturelles mais qui répondent à un problème qui a été identifié, à une problématique qui a été identifiée, c'est compliqué de rajouter des formations. C'est un problème de volume, effectivement, un problème de temps disponible, parce que des gens qui vont en formation, pendant ce temps-là, ils ne travaillent pas, il y a un problème de coût aussi, parce que ces formations représentent un coût pour l'administration, il faut les financer, il faut des formateurs, lancer des marchés, faire des appels d'offres, surtout s'il y a une grosse volumétrie, donc tout ça, c'est coûteux. Simplement, il y a un marché qui existe, et il y a un marché qui est en cours de renouvellement, qui est un marché interministériel, et avec plusieurs lots, comme on dit en achat public, dont un qui est dédié au handicap, donc là on prévoit vraiment des formations à grande échelle on va dire. Et il y a un lot sur la diversité, l'égalité professionnelle, et puis aussi une partie sur ce qu'on appelle les valeurs de la République, la laïcité, la lutte contre l'antisémitisme, etc. Donc c'est pris en compte, c'est en cours, le marché va entrer en vigueur en 2023, mais c'est vrai qu'après, sur le plan opérationnel, c'est compliqué de dégager du temps, d'envoyer ses équipes en formation, parce qu'il y a aussi les formations métiers, il ne faut pas oublier que quand on est informaticien, juriste, il faut aussi continuer à se

former à son métier, donc ça fait beaucoup, et ça, c'est vraiment un frein, on va dire.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Un petit complément dans le public ?

Propos d'un interlocuteur dans la salle, Bruno Morceau

- Quand on parle du volume à former, c'est vrai que c'est extraordinaire en nombre, à la DGFIP, on a une centaine de directions départementales, et dans chacune il y a un référent handicap, c'est peut-être cette personne-là qui peut recevoir ces formations.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Je ne parle pas pour la DGFIP, mais on fait aussi des formations de formateurs, c'est-à-dire que pour démultiplier la formation, on forme des gens à former d'autres personnes, c'est aussi un moyen qu'on a trouvé quand il faut former beaucoup de monde en peu de temps, de recourir à la formation de formateurs en interne qui, eux-mêmes, organisent des formations sur place dans leurs services.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Il nous reste une vingtaine de minutes à passer ensemble, on va accélérer pour traiter les autres sujets.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- La difficulté pour moi, c'est que le correspondant handicap local DGFIP a pour mission de prendre en charge les agents en situation de handicap, nos agents en situation de handicap, on peut réfléchir à étendre à s'occuper des agents aidants, des proches en situation de handicap, mais ces gens-là n'ont pas vocation par exemple sur d'autres types d'aidants, ce n'est pas leur vocation à ces correspondants handicap, et en plus, ils ne font pas que ça à 100%, donc c'est ça qui est compliqué, s'il y a une cible à former, pour moi, c'est plutôt les services RH pour qu'ils aient la connaissance du dispositif, former les agents reste difficile, car on l'a vu, on revient sur des situations individuelles. L'agent, il va dire : moi, je me retrouve, ou je ne me retrouve pas peut-être, parce que mon cas est un peu particulier...

Donc pour moi, c'est plus les services RH sur les dispositifs, et sur les réflexes à avoir pour alerte et savoir comment on traite la situation. Ce qui fait aussi moins de personnes à former, même si ça fait une grosse volumétrie, mais la réflexion est plus sur ce créneau-là, les correspondants handicap sont vraiment sur autre chose.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Je ne sais pas si je vais mettre un pavé dans la mare ou pas, parce que moi je suis extérieur à votre ministère, mais depuis le début, on parle d'aidants, de handicap, j'ai l'impression que ça marche sur deux jambes, ça ne pourrait pas marcher ensemble, ce ne serait pas plus simple ? Il n'y a pas un problème organisationnel ?

Propos de la cheffe de la mission handicap du MEFSIN, Patricia Benali

- Nous, nous essayons de marcher ensemble, mais effectivement... Le congé proche aidant n'est pas un sujet strictement handicap, même si c'est le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est un sujet d'aide à une personne, comme on l'a vu ce matin, pour une personne âgée, ou avec des gros problèmes de santé, avec ou non des soucis de handicap...

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- On parlait de formations et d'informations, ce serait bien de travailler ensemble ?

Propos de la cheffe de la mission handicap du MEFSIN, Patricia Benali

- On communique énormément, on espère bien un jour travailler complètement ensemble dans la même structure, mais ça ne dépend pas de nous.

Très brièvement, sur la formation des proches aidants, nous souhaitons dans le futur plan handicap proposer des formations aux proches aidants sur le handicap, la maladie, de leurs proches, c'est-à-dire les aider à appréhender ce handicap, voir quels sont les systèmes de soutien, d'aide qui existent par rapport à ce handicap ou cette maladie spécifique, et on se disait que ce n'était pas tout à fait irréalisable car depuis 2021, il y a 86 congés proches aidants qui ont été accordés, donc ce serait des formations proposées de manière ciblée aux parents, au conjoint, au proche aidant, et bien sûr assurées par des prestataires spécialisées.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Juste un mot pour conclure sur les formations, puis le droit au répit et la conclusion.

On n'a pas parlé de ce qu'il y avait en marge du Ministère, la mutuelle du ministère des Finances qui fait des formations de l'aidant, et qui accorde certaines aides comme la présence d'auxiliaires de vie. Je vous invite à regarder ce que font vos mutuelles.

On m'a alerté sur Zoom sur le fait qu'entre la situation région Ile-de-France et la situation dans les territoires, voire même dans les territoires d'Outre-mer, la situation est très contrastée, c'est quelque chose à prendre en compte aussi bien dans le temps, et aussi dans le soutien aux aidants qui est très contrasté en fonction des territoires dans lesquels on vit.

Le droit au répit, ça fait partie du soutien.

On rappelle ce que c'est. Et on va voir qui y a droit.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Le droit au répit, c'est pour l'aidant, la possibilité, pendant quelques heures ou quelques jours, de faire une parenthèse et d'être déchargé de son travail, de ses missions d'aidant. Ça suppose que la personne qui l'aide soit... Qu'il y ait un relais qui soit organisé, une structure, des personnes qui puissent prendre le relais pour que l'aidant puisse se reposer, faire le point, se ressourcer. Elle-même peut-être aussi être accueillie dans une structure qui va un peu la réorienter, la rebooster, lui redonner des conseils pour qu'elle puisse ensuite reprendre son travail. C'est ça le droit au répit.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- C'est des accueils de jour ou de nuit, des hébergements temporaires, du relayage à domicile. Ça va même jusqu'au séjour de vacances.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Oui, tout à fait. Il y a des structures dédiées où les aidants peuvent avoir un accueil plus personnalisé.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Qui paie ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Je profite, je fais de la publicité pour un autre guide qui n'est pas le guide interministériel, mais le guide entièrement dédié au droit au répit, élaboré par le ministère des Affaires sociales. Au plan interministériel, c'est une politique portée par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. A ce titre, ils ont lancé ce plan Agir pour les aidants, plan triennal 2020-2022, qui sera bien sûr poursuivi. Dans ce cadre, ils ont sorti en début d'année 2022 un document de référence dédié entièrement aux solutions de répit. Plutôt que de vous dire, de paraphraser ou dire des bêtises, je préfère vous dire que ce guide existe. En soi, c'est une information intéressante. Il est tout à fait récent. Il vient de sortir. Il fait vraiment le point sur les solutions de répit.

Je vous invite à vous y référer.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Un complément sur le droit au répit ou des questions sur le droit au répit ?

Propos d'une interlocutrice dans la salle, Régine Costes

- Il est accessible sur le ministère des Affaires sociales, le guide, en version électronique ou pas ?

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Tout à fait. Vous tapez dans un moteur de recherche : guide droit au répit, vous allez le trouver facilement. Il est constitué de fiches repères, 17 fiches.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Des questions à nouveau ?

Propos de la chargée de mission diversité et égalité professionnelle de la DGFIP, Françoise Duhot

- Si vous faites partie de la DGFIP, il est sur la page diversité, égalité professionnelle, accompagner les aidants.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Et si vous n'en faites partie, on recrute aussi

Propos de la cheffe de la mission handicap du MEFSIN, Patricia Benali

- Il est élargi à tous les fonctionnaires ?

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Alors on lève la main là-bas.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) de Bretagne, Catherine Merour

- Au niveau de la Bretagne, on s'était déjà posé la question du répit. Nous avons fait pour la deuxième année consécutive un séjour aidants-aidés. On l'a nommé Pose-Toi. On a proposé aux agents interministériels de venir une semaine à Sarzeau à la Maison Marine, avec EPAL (Evasion en pays d'accueil et de loisirs). C'est une association au départ à but non lucratif, une association d'éducation populaire qui œuvre dans le champ d'éducation populaire. Cette structure nous a aidé à mettre en place pour des personnes physiques, mentales et/ou psychiques, en petit groupe ou pas, en fauteuil ou pas. Les duos, ce n'est pas forcément des couples. C'est un aidant-aidé, un père-fils, etc.

L'un des deux est agent d'Etat, actif ou retraité.

L'idée derrière, c'était de pouvoir rompre l'isolement de ces familles, tout en étant en sécurité. Quand on est aidant, on a du mal à laisser l'aidé. Le but était qu'ils soient ensemble dans un même endroit avec la possibilité de partager ensemble ou pas des moments.

Dans ce séjour, on a mis en place le fait que, si l'aidé a besoin d'un lit médicalisé, à l'endroit où il sera reçu, le lit sera sur place. S'il a besoin de soins médicaux matin et soir, l'infirmière sera présente matin et soir pour qu'elle soit comme chez elle.

Sur les 6 duos qu'on a eus, on a eu des accompagnants, donc 17 personnes à partir en même temps. Derrière ça, on a mis en place du bien-être par le massage des mains, du corps, ensemble ou pas, des visites de la ville de Sarzeau, des promenades en bord de plage, une dégustation de fruits de mer. Un truc à la carte. On avait donné, disons Patricia qui a fait le séjour a dit : voilà comment je vois les choses.

Derrière ça, c'était une rencontre au début, et on a eu des personnes qui n'osaient pas s'affirmer aidants. Patricia a beaucoup discuté avec elles, et a dit que le séjour leur était ouvert. C'est 1950€, un séjour comme ça. L'agent ne peut pas mettre cette somme-là. C'est pourquoi on avait fait le pari de remplir ce séjour. On a laissé à la charge de chaque personne 350€. C'est important de dire que ces choses se font.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Durousseaud

- Je vous remercie.

On n'a pas plus le temps maintenant.

Vous allez garder le micro. Une minute chacune de conclusion.

Il y avait un petit mot...

Propos du modérateur Zoom, trésorier général de l'APAH-Finances, Thierry Prévostel

- Si vous pouvez, avant chaque intervention, vous représenter, puisque les personnes n'ont pas forcément compris sur Zoom, ou ne savent pas qui vous êtes.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Sur Zoom, il y avait une question sur la sensibilisation...

Propos du modérateur Zoom, trésorier général de l'APAH-Finances, Thierry Prévostel

- Oui, sensibiliser les chefs de service.

A titre personnel, on fait partie des services. Dans les services, au contact de nos collègues, on est sensibilisé au handicap. On pourrait avoir une intervention de premier niveau en relation avec la mission handicap. On pourrait être là à travailler main dans la main. C'est ce que je demande à titre personnel.

Propos de l'animateur-modérateur, Jean-Claude Durousseaud

- Voilà la conclusion de l'APAHF... prématurée.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) de Bretagne, Catherine Merour

- Merci pour cette journée. Ça permet de mutualiser.

On est investies. Je suis aussi agent d'Etat des Finances. Patricia aussi. Si à la demande de nos directions, ou même de vous, on peut se rencontrer et faire avancer les choses, bien évidemment, je réponds présente.

Propos de la présidente de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale (SRIAS) d'Ile-de-France, Anne Florentin

- L'action sociale interministérielle vient en complément des dispositifs de l'action sociale interministérielle. Mobilisons les subventions. Le répit, c'est du coût. On fait des séjours à la demande des agents, subventionnés, car ça a un coût. Les subventions sont nécessaires pour accompagner les agents. On doit continuer à s'améliorer pour communiquer.

Propos de la chargée d'études juridiques au bureau action sociale de la DGAFP, Valérie Morin

- Merci pour toute cette journée, qui est très riche, très constructive.

J'ai vraiment appris beaucoup de choses à titre personnel.

Je veux dire la même chose qu'Anne et Catherine, c'est important de pouvoir mutualiser les moyens et les ressources.

Propos de l'adjoint à la cheffe du bureau RH2C DGFIP en charge du pôle conditions de vie au travail, action sociale, handicap, santé et sécurité au travail, Thibaud Lorne

- Une conclusion unique DGFIP. On a beaucoup fait, on fait beaucoup et on fera encore beaucoup pour nos agents en situation de handicap. Il faut qu'on avance aussi sur nos aidants de proches en situation de handicap. Les deux sujets doivent être menés ensemble, y compris avec l'APAHF.

Propos de la référente nationale handicap DGCCRF, action sociale, santé, sécurité au travail, assistante de prévention, Catherine Lucotte

- Le sujet des proches aidants est un sujet nouveau. On a beaucoup de choses à faire. On va s'y atteler. Merci pour cette journée.

Propos du chargé de mission à la Délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle (DDET), Jean-Philippe Cicurel

- Ce qui est important, c'est de ne pas conclure surtout, puisque le sujet est ouvert. On a encore beaucoup à faire.

Je pense qu'on est sur la bonne voie. C'est un sujet dont on ne parlait pas encore il y a quelques années. On en parle. On n'en fait pas encore assez, mais on est sur la bonne voie. Il faut poursuivre nos efforts.

C'est un effort collectif, c'est-à-dire avec tous les interlocuteurs concernés qui peuvent aider nos agents qui sont très nombreux, sans doute des milliers, peut-être plusieurs dizaines de milliers au sein du Ministère.

Vous comprendrez qu'on ne peut pas vraiment conclure sur ce sujet dans ces conditions.

Propos de la cheffe de la mission handicap du MEFSIN, Patricia Benali

- Je suis d'accord pour dire qu'il ne faut pas conclure, mais continuer. La mission handicap n'est pas totalement en première ligne sur la totalité de la diversité des sujets de cette thématique très vaste. En tout cas, elle y prend toute sa part.

Continuons à informer, c'est extrêmement important, à communiquer, trouvons les bons vecteurs de communication. Surtout avec bienveillance,

avec un intérêt porté vers l'autre, c'est un sujet qui nécessite également beaucoup de qualités humaines et d'être tournés vers les autres et d'avoir un intérêt pour les autres.

Propos de l'animateur-moderateur, Jean-Claude Dourousseaud

- Merci pour la richesse des informations apportées. On se retrouve à 14h. On va parler du label mis en place par la gendarmerie. On continuera à réfléchir aux aidants.

Je vous souhaite bon appétit.

Cette première matinée correspondait-elle à vos attentes ? A-t-on appris suffisamment de choses ?

Propos du président de l'APAH-Finances, Jean Georges Mermet

- C'est une réponse personnelle. J'ai découvert moi aussi énormément de choses ce matin. J'espère que les personnes dans la salle et à distance ont également trouvé les éléments de réponse aux questions qu'ils se posaient et qu'ils nous avaient souvent fait remonter.

C'était un concert de grande qualité et je suis très content de la qualité de la musique que j'ai entendue ; un récital vraiment efficace et opérant. Je suis heureux de cette matinée.

Je vous invite tous à rejoindre le buffet ouvert, en bas, au niveau rez-de-chaussée. Reprise des activités à 14h. Je remercie d'ores-et-déjà les partenaires de cet après-midi qui nous ont rejoints pour certains, et qui vont continuer à animer la prochaine table ronde.

Bon appétit à tous. On se retrouve à 14h.